

Oasis Réunion ne croit pas en l'avenir de la canne-énergie

La canne énergie semble être une option d'avenir pour la Chambre d'agriculture de La Réunion. Un choix que questionne le collectif Oasis Réunion qui estime que davantage de place doit être accordée aux cultures vivrières.

La canne énergie, une solution d'avenir ? Oasis Réunion est loin d'en être persuadé. Le 5 novembre dernier, en vue de l'installation du prochain comité de transformation agricole outre-mer, une réunion s'est tenue à la préfecture. Alors que les préconisations du gouvernement sont claires, avec une ambition d'atteindre une autonomie alimentaire en 2030 et un accent mis sur les productions biologiques, la chambre d'agriculture de La Réunion a exposé son point de vue sur le sujet de l'avenir de la canne.



Pour cette filière, la chambre souhaite augmenter la part de canne fibre destinée à être brûlées pour créer de l'énergie tout en gardant la production de cannes destinées à un usage plus classique. Mais pour le collectif citoyen qui milite pour une souveraineté alimentaire et durable locale, cette orientation ne tient pas compte des vrais besoins de l'île. « *Après une étude sérieuse, nous avons estimé qu'il est nécessaire d'exploiter 50 000 hectares pour nourrir les Réunionnais, note Bernard Astruc, l'un des co-coordonnateurs d'Oasis Réunion avec Bernard Bonnet. À l'heure actuelle, seules 5 500 hectares sont destinés à des cultures vivrières. Pour la canne, ce sont 23 000 hectares qui sont mobilisés. Dans une logique de sécurité alimentaire, il faudrait qu'une part considérable de ces terres à canne soit réorientée vers d'autres types de cultures.* »

Or, si le scénario de la canne énergie est retenu, ce n'est clairement pas l'avenir qui semble se dessiner pour ces terres dans la mesure où la chambre d'agriculture recommande même que le tonnage de cannes soit augmenté à l'avenir. Un avenir que va justement vivre au présent le jeune Thomas Metro, étudiant et membre d'Oasis Réunion, qui est également fondateur de l'association Transition 974 qui milite pour un changement de modèle. « *Pour l'instant, nous sommes très dépendants des importations et je pense qu'on a besoin de changer notre système. On a le choix de passer à une agriculture plus raisonnée, solidaire et locale et il faut qu'on s'y engage plus clairement. Ce changement est inévitable, alors il vaut mieux l'accompagner que le subir car c'est notre avenir qui est en jeu et les personnes de ma génération devront subir les conséquences des décisions actuelles.* »

Un meilleur accompagnement pour les agriculteurs

Pour convaincre les planteurs de canne à se tourner vers un autre modèle, Oasis Réunion estime qu'il est nécessaire de leur offrir un meilleur accompagnement dans cette transition. Un accompagnement financier mais aussi technique afin de les rassurer sur les possibilités de rendement que l'agriculture biologique est désormais capable d'atteindre. « *C'est un enjeu majeur, insiste Bernard Astruc. Il faut que l'Etat joue son rôle et forme davantage de conseillers techniques en agroécologie. Les agriculteurs ne sont pas tous à l'aise dans ce domaine, alors il faut leur montrer que c'est possible tout en revalorisant financièrement leur métier. Nous devons regarder la réalité en face : la canne énergie n'est qu'un pis-aller ponctuel qui masque les vraies solutions d'avenir.* »

Des choix d'avenir qui semblent en tout cas avoir les faveurs de l'Etat et des élus locaux qui sont de plus en plus sensibles aux problématiques d'autonomie alimentaire et d'agriculture biologique. Un intérêt, alimenté notamment par une lettre qu'Oasis Réunion va adresser au préfet le lundi 23 novembre sur ces thématiques, qui n'est sans doute pas étranger à l'émergence de ces questions dans une opinion publique qui veut davantage relocaliser son alimentation, et sa consommation en général, tant pour des questions environnementales que de santé.

François Benito

<https://www.lequotidien.re/actualites/region/oasis-reunion-ne-croit-pas-en-lavenir-de-la-canne-energie/>